

Initiatives ministérielles

Il importe que toutes les régions du Canada soient traitées équitablement. Nous demandons au gouvernement de revoir complètement sa politique en matière de construction navale, pour reconnaître l'importance de toutes les côtes et de toutes les régions du Canada actives en construction navale et d'entreprendre de travailler en collaboration avec l'industrie, les syndicats et la population, en Colombie-Britannique et ailleurs au pays, en vue d'établir une industrie de la construction navale qui serve à la fois le secteur public et le secteur privé et qui soit compétitive à l'échelle internationale. Je sais que nous pouvons y parvenir. On devrait composer un tableau du Canada complètement différent de celui que nous avons vu ces dernières années, qui nous offrait une perspective de dépossession de notre patrimoine national et de la compétence technique que nous avons acquise.

Le moment est venu de travailler de concert avec les Canadiens pour bâtir une stratégie qui soit à l'avantage de tous, afin que nous puissions de nouveau susciter la fierté chez les travailleurs de l'industrie navale et les collectivités qu'elle soutient.

Nous demandons au gouvernement d'écouter les supplications de la côte ouest et de nous aider à établir solidement notre industrie de la construction navale.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, je me demande si le député de Victoria, parlant au nom de son parti, pense que les industries en général devraient être subventionnées. Pense-t-il que nous devrions subventionner aussi généreusement qu'il le dit l'industrie de la construction navale? Pense-t-il à l'industrie de l'automobile ou à des subventions plus généreuses pour le secteur agricole? A-t-il en tête d'autres industries qui pourraient être subventionnées ici et là au pays?

Le Nouveau Parti démocratique propose-t-il de grossir encore plus la dette nationale et d'emprunter encore plus d'argent pour accorder de plus en plus de subventions? Ne pense-t-il pas que nous serions peut-être en meilleure posture si nous n'accordions plus de subventions, si nous faisons tout plutôt pour contenir les dépenses du gouvernement? Ainsi, elles ne retomberaient pas sur le dos des contribuables et celui de nos enfants et petits-enfants et nous n'aurions pas à payer les dettes que nous avons et les intérêts qui courent sur la dette nationale et qui sont causés par des subventions généralisées.

Est-ce toujours la politique de son parti que l'on continue à subventionner à tour de bras des entreprises qui ne font pas le poids?

M. Brewin: Monsieur le Président, nous avons entendu ces derniers jours, plus particulièrement durant la période des questions, l'agriculture canadienne revendiquer avec une belle énergie le droit à des subventions à une époque où ses concurrents étrangers sont largement subventionnés.

La rigidité idéologique de la position du député, soit que les subventions sont mauvaises en soi et qu'elles ne devraient pas exister, laisse l'industrie et l'économie du Canada complètement vulnérables à la concurrence internationale et à la merci des pays qui subventionnent leurs industries soit directement, comme dans les cas que j'ai mentionnés, ou encore en imposant à leur main-d'oeuvre des salaires et des conditions de travail déplorables.

L'Accord de libre-échange et ses conséquences désastreuses pour le pays ne sont-ils pas suffisants pour montrer que le gouvernement a été totalement négligent dans son approche et sa rigidité idéologique, qui conduit tout droit à la catastrophe? Dans l'industrie de la construction navale en particulier, on peut facilement établir le bien-fondé des subventions, qui doivent être considérées en termes de coûts-bénéfices. Autrement dit, dans certaines industries où nous nous livrons à une concurrence internationale en offrant une forme quelconque de financement à des conditions libérales, on finira en fin de compte par s'apercevoir que les retombées pour la collectivité et pour le pays l'emportent largement sur la subvention accordée. C'est le genre de décision financières que nous, en tant que pays, devons prendre.

• (1630)

Il serait ridicule de continuer à appliquer aveuglément les mêmes conditions de marché à toutes les industries sans distinction, d'imposer par exemple à l'industrie de construction navale exactement les mêmes conditions de marché que celles qui sont imposées à l'industrie de l'automobile ou à d'autres fabricants.

Le gouvernement doit certainement le savoir à l'heure actuelle, parce qu'il est obligé de regarder en face les résultats de sa ligne de conduite. Les résultats sont que l'industrie partout au Canada est à l'agonie et que l'industrie de la construction navale est particulièrement mal en point.

M. George S. Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt les propos que le ministre a tenus quand il a présenté le projet de loi, ainsi que les observations que vient de faire le député néo-dé-